



## CHAPITRE 109

## CHAPTER 109

Loi concernant certaines municipalités  
du comté de Nicolet

An Act respecting certain municipalities  
in the county of Nicolet

[Sanctionnée le 15 juillet 1965]

[Assented to 15th July 1965]

Préam-  
bule.

ATTENDU qu'en vue de l'établissement d'une sidérurgie dans la région de Bécancourt les conseils de onze municipalités du comté de Nicolet ont, par résolution, demandé l'adoption d'une loi interdisant toute construction dans leur territoire tant qu'un plan directeur commun n'aura pas été dressé;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

WHEREAS, with a view to the establishment of a steel complex in the Bécancourt region, the councils of eleven municipalities in the county of Nicolet have, by resolution, requested the passing of an act to prohibit all construction in their territory until a general master plan has been made;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Construc-  
tions, etc.,  
prohibées.

**1.** Toute construction, reconstruction, transformation, addition ou implantation nouvelle de bâtiments, sauf pour fins sidérurgiques ou pour fins agricoles sur des terres en culture, est prohibée dans les municipalités des villages de Bécancourt, de Gentilly, de Larochelle, de Laval et de Villers et des paroisses de Bécancourt, de Sainte-Angèle-de-Laval, de Saint-Édouard-de-Gentilly, de Sainte-Gertrude, de Saint-Grégoire-le-Grand et du Très-Précieux-Sang-de-Notre-Seigneur, durant une période de huit mois à compter de la sanction de la présente loi.

Division,  
etc., de  
terrain.

La confection de tout plan de division ou de subdivision de terrain est également interdite dans ces municipalités au cours de la même période, de même que la modification ou l'annulation du livre de renvoi d'une subdivision.

Excep-  
tion.

Néanmoins, le conseil de chacune de ces municipalités peut, au cours de cette pé-

**1.** All construction, reconstruction, relocation or alteration of or additions to buildings, except for the purposes of a steel complex or for agricultural purposes on land under cultivation, is prohibited in the municipalities of the villages of Bécancourt, Gentilly, Larochelle, Laval and Villers and of the parishes of Bécancourt, Sainte-Angèle-de-Laval, Saint-Édouard-de-Gentilly, Sainte-Gertrude, Saint-Grégoire-le-Grand and Très-Précieux-Sang-de-Notre-Seigneur, during a period of eight months from the sanction of this act.

The making of any division or subdivision plan of land, or the amendment or cancellation of the book of reference of a subdivision, is also prohibited in such municipalities during the same period.

Nevertheless, the council of each of such municipalities may, during such pe-

riode, dans des cas spéciaux et exceptionnels et avec l'approbation préalable du ministre des affaires municipales, accorder des permis pour les fins prévues au premier alinéa du présent article.

riod, in special and exceptional cases and with the prior approval of the Minister of Municipal Affairs, grant permits for the purposes contemplated in the first paragraph of this section.

Devoir  
des muni-  
cipalités.

**2.** Les municipalités mentionnées à l'article 1 doivent empêcher toute opération entreprise à l'encontre de la présente loi et ordonner, au besoin, la démolition de tout bâtiment qui en fait l'objet.

**2.** The municipalities mentioned in section 1 shall prevent any activity undertaken contrary to this act and if need be order the demolition of any building which is the object of such activity.

Duty of  
municipalities.

Injonction.

A leur défaut d'agir le ministre de la justice peut exercer ce recours par injonction.

Should they fail to act, the Minister of Justice may exercise such recourse by injunction.

Injunction.

Amende  
pour infraction.

En outre, quiconque enfreint une disposition de la présente loi est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende n'excédant pas cent dollars.

Moreover, any person infringing any provision of this act is liable, upon summary proceeding, to a fine not exceeding one hundred dollars.

Fine for  
infringement.

Entrée en  
vigueur.

**3.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

**3.** This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming  
into force.